

## Problèmes identitaires et Nationalismes en Turquie

Yvette BENUSIGLIO

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/65>

ISSN : 1777-5396

**Éditeur**

AFEMOTI

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 1998

ISSN : 0764-9878

**Référence électronique**

Yvette BENUSIGLIO, « Problèmes identitaires et Nationalismes en Turquie », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 25 | 1998, mis en ligne le 09 décembre 2003, consulté le 15 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/65>

---

Ce document a été généré automatiquement le 15 novembre 2019.

Tous droits réservés

---

# Problèmes identitaires et Nationalismes en Turquie

Yvette BENUSIGLIO

---

"La Turquie vit les douleurs d'un enfantement qui la fait passer de l'Etat unitaire, à culture unique, à un Etat multiculturel (*çok kültürlü*)". C'est ainsi que s'exprime S. Alpay dans un petit article de *Milliyet* (16/4/1996).

Depuis plus d'une dizaine d'années, en effet, la Turquie vit une crise majeure. Les concepts d'identité et de nationalisme sont mis en question sur la place publique. Le nombre de publications sur ces deux sujets, au cours des dernières années, a été considérable.

Deux tendances sont apparues au grand jour dès le début du débat : d'une part les tenants de la République, de son unicité et de son indivisibilité, s'appuyant sur les dogmes fondateurs, les slogans inscrits dans les esprits depuis plus de soixante-dix ans, tels que "un Etat, un peuple, une langue", ou toutes sortes de références portant sur la turcité, turcité inscrite elle aussi dès l'origine parmi les principes fondateurs. D'autre part, les adeptes de l'Anatolie mosaïque, de l'expression au grand jour des nombreuses cultures qui s'y côtoient depuis des siècles, vivant en harmonie les unes avec les autres, de la richesse de langues, de coutumes, de cultures réprimées, depuis la création de la République, par cette pensée unique établie une fois pour toutes.

Le débat a été souvent violent, toujours passionné entre ces deux groupes de penseurs. Tandis que les premiers voyaient dans ces nouvelles idées la fin de la République créée par Atatürk, les autres, tout au contraire, en attendaient que son enrichissement, l'enracinement profond de tous ses citoyens à la patrie dans laquelle ils vivent. Au cours du débat, jamais personne n'a mis en question les frontières de la République établies par Atatürk, il n'a jamais été question de la partition du pays.

Le problème kurde constitue un cas à part, sur lequel nous reviendrons plus loin.

Il est intéressant de constater que le clivage entre ces deux tendances ne coïncide pas avec la frontière politique gauche-droite : on trouve aussi bien des gens de droite comme de gauche dans l'un ou l'autre camp. Il correspond plutôt à des tranches d'âge : les plus jeunes, dans l'ensemble, se sont montrés plus confiants dans la force de leur pays et se sont sentis plus sûrs de pouvoir affronter certaines remises en question sans

qu'aucune destruction de l'Etat ne menace. Les plus vieux, de façon générale encore, craignent davantage qu'en perdant le contrôle de certains points importants du patrimoine dogmatique, le contrôle de tout ne leur échappe.

Autre point à signaler : le rapprochement qui s'est produit au fil des discussions entre les uns et les autres. Cela n'est pas allé sans violence à certains moments, mais cette violence s'est atténuée peu à peu, les débats sont devenus plus constructifs et des tentatives de solution ont été abordées.

Interrogé par des journalistes sur ces problèmes identitaires, le président Demirel a répondu par une formule qui a eu un certain succès : "Le patriotisme constitutionnel" (*Anayasal vatandaslik*). Cette formule accorde d'une certaine façon une sorte de large "droit du sol" à tous ceux qui vivent sur le territoire turc - sans aucune discrimination de race, d'ethnie ou de religion - dès lors qu'ils respectent les lois du pays et se disent indéfectiblement attachés à lui.

L'expression a semblé convenir à plusieurs intellectuels. Ainsi une sociologue, Nur Vergin, très attachée à la culture plurielle, s'est déclarée satisfaite de la formule du président. Elle reconnaît que cette formulation relève de conceptions "à l'occidentale" mais, dit-elle (dans *Aktüel*, 23-30/9/94), elle est assez conforme à l'histoire et à la société turques. Nur Vergin fait référence à l'histoire de l'Empire ottoman et aux normes qui ont régi alors la coexistence harmonieuse de tant de populations diverses en Anatolie. Cette formule, estime-t-elle, peut satisfaire au questionnement de chacun quant à son identité personnelle *et* nationale.

On peut se rendre compte du chemin parcouru par les intellectuels et les médias depuis presque deux ans, en considérant cette page de *Milliyet* du 19/10/96. Plusieurs kéralistes purs et durs appartenant aux partis de gauche, CHP<sup>1</sup> ou DSP<sup>2</sup>, y proclament les bienfaits de la culture pluraliste (*çoğulcu kültür*). Le titre de cette page du journal est : "Comment résoudre le problème kurde?".

Car il est certain que l'ombre du problème kurde plane sur toutes ces questions identitaires, identité à deux niveaux : identité individuelle, identité nationale. Il faut souligner toutefois que les revendications des uns et des autres ne sont pas du même ordre. Si les diverses ethnies anatoliennes revendiquent le droit de s'exprimer dans leur langue et de promouvoir leur culture, une grande partie du peuple et des élites kurdes ont des revendications que l'on peut considérer comme d'ordre *politique*.

Les premiers expriment leur malaise dans cet Etat où seule la langue turque, la culture turque, l'histoire turque ont le droit exclusif à l'expression. Le problème kurde est beaucoup plus complexe. Il est conditionné par un certain nombre de facteurs. Le premier est la composition sociale de cette population kurde que l'on peut classer, sans prétendre être exhaustif, en trois groupes très différenciés. Le groupe féodal, constitué de fiefs, dans l'Est et le Sud de la Turquie, avec, à la tête de chacun d'eux un chef de famille ou de clan, qui maintient sous son pouvoir une population rurale qui lui reste toujours féale. Ce groupe ne veut aucune modification à la situation aussi bien économique qu'identitaire qu'il a actuellement. Ces chefs de tribus ne parlant le plus souvent que le kurde, ne demandent qu'à rester sous la protection de l'Etat turc. Dans le conflit récent, ce groupe sert d'appoint aux forces d'extrême-droite turques qui combattent le PKK<sup>3</sup> en marge de l'armée. Des Brigades spéciales, créées dans ce but, pourchassent les populations kurdes villageoises dans le Sud-Est, sous le prétexte qu'elles abritent ou aident les forces du PKK. Quantité de villages et même de petites villes ont ainsi été vidées de leurs habitants, détruites ou incendiées.

Le second groupe englobe une grande partie de la population kurde, parfaitement intégrée à la société turque et y occupant des places et des fonctions parfois élevées, dans l'armée, la fonction publique ou la classe politique. L'intelligentsia qui en émane est très sensible à son appartenance à l'ethnie kurde - souvent sans plus. Mais c'est aussi de ces élites que sortent les membres les plus actifs du nationalisme kurde.

Le troisième groupe, enfin, est le petit peuple habitant le Sud-Est anatolien, souvent rural mais s'urbanisant progressivement. C'est ce groupe qui souffre le plus du conflit entre l'Etat turc et le PKK. C'est ce même groupe que ce PKK rêvait de "libérer" au début des années quatre-vingt, dans une optique marxiste-léniniste en même temps que nationaliste kurde de l'isolement et de la misère dans lesquels il vivait. Délocalisé de cette enclave par les combats qui s'y déroulent, il est aujourd'hui aux abois et il est certain que le PKK y puise une grande partie de ses troupes.

D'autre part, il faut prendre en compte les positions turques face à ce nationalisme kurde. Depuis le début de la République, les révoltes kurdes en Turquie ont été fortement réprimées. Plus récemment, rappelons que le président de la République, le général Gürsel, dans les années soixante, assurait qu'il n'y avait pas de Kurdes en Turquie et que les personnes désignées sous cette appellation étaient des "Turcs des montagnes". Le président général Evren, dans les années quatre-vingt, continuait à tenir le même genre de propos.

Le président Turgut Özal, qui lui a succédé, a été le premier à parler d'un peuple kurde à qui on pourrait reconnaître le droit de parler sa langue, de l'écrire éventuellement - et même de chanter ses chansons en kurde. Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'aujourd'hui encore, des membres de l'aile gauche turque, nationalistes, comme Ecevit, affirment qu'il n'y a pas dans le Sud-Est anatolien un problème ethnique mais un problème de sous-développement économique et culturel.

Une deuxième tentative en faveur des Kurdes a été lancée par le Parti SHP, continuateur du parti CHP kémaliste après le coup d'Etat de 1980. Le dirigeant de ce parti, Erdal İnönü, a pris l'initiative d'engager l'élite kurde nationaliste à créer un parti politique kurde qu'il se chargeait de parrainer à la Grande Assemblée nationale, à Ankara. Le parti kurde ainsi créé réussit à avoir quelques députés aux élections législatives de 1991. Mais les nouveaux députés kurdes se présentèrent dans cette Assemblée avec un drapeau kurde et des discours en cette même langue - portant un coup fatal à la condition qui avait cimenté cette entente : éviter toute référence au séparatisme. Aussitôt arrêtés par les autorités turques, ils furent jetés en prison. Cet incident malencontreux n'arrêta pas le processus engagé de libéralisation du discours en Turquie. Timide en un premier temps, il s'est de plus en plus affirmé depuis.

Reprenons cette page de *Milliyet* dont nous parlions plus haut et qui illustre bien les changements survenus dans les mentalités depuis au moins deux ans. Ce qui ressort de cette page de *Milliyet* est une sorte de "mea culpa" exprimée par plusieurs responsables du centre-gauche en Turquie, porteurs de cette "pensée unique" qu'ils véhiculent depuis plus de soixante-dix ans ["ataturkiste"], bâtie lors de l'instauration de la République et perpétuée depuis sans aucune réforme et avec des arguments d'autorité. Or, la situation du pays, depuis, a considérablement évolué dans tous les domaines, sur le plan sociologique ou économique comme sur le plan de l'éducation ou sur la prise de conscience individuelle et politique de chacun. La libération de l'initiative personnelle venue avec la libéralisation économique prônée depuis plus de quinze ans, a remis dans un passé lointain le peuple qui attendait tout du "Devlet-baba", l'Etat-papa,

libération qui a apporté tout ce que cela comporte de bon - mais aussi de moins bon. On a aujourd'hui affaire à un peuple qui prend de plus en plus conscience de ce qu'il veut et qui sait le demander et même l'exiger - ce qui ne veut pas dire qu'il l'obtient.

"Notre attitude figée nous a, disent en substance ces doctrinaires ataturkistes, considérablement nui. L'autorité avec laquelle nous avons toujours proclamé nos idées nous a rendus impopulaires, surtout auprès des jeunes les plus disposés à adopter une pensée de gauche. Elle a nui au pays au moins sur deux plans : d'une part elle a bloqué toute pensée nouvelle de gauche et, a fortiori, toute action novatrice; elle nous a lentement mais sûrement éloignés du peuple. Celui-ci s'est tourné vers les partis politiques prônant le libéralisme économique ou social et même religieux, les partis plus ouverts, plus tolérants, qui offraient quelques issues à des attitudes diversifiées". Car les responsables qui s'expriment ici traitent tout autant de l'interdit concernant tout ce qui touche à la religion, à la laïcité qu'au problème des minorités ethniques ou religieuses.

Quelques sous-titres puisés dans cette page de *Milliyet* fournissent les éléments d'information sur la nouvelle attitude souhaitée, semble-t-il, par ces intervenants :

- "Nous devons être courageux... Nous ne devons pas craindre d'avoir recours à des moyens pacifiques (pour résoudre le problème kurde, en accordant certains droits culturels à ce peuple)" sous la signature de Ercan Karakas.

- "Le centre-gauche doit promouvoir la multiplicité des cultures, à condition que l'unité nationale soit préservée" (E. Günay).

Puis, sur la laïcité et avec ce sous-titre :

"En matière de laïcité nous sommes doublement coupables (*laiklikte sabikaliyiz*)", le même Günay dit :

"... la laïcité doit savoir faire place à la liberté de croyance et dans ce domaine nous avons fait des erreurs : toutes les démonstrations de foi ne sont pas, ne doivent pas être considérées comme contraires à la laïcité".

Et Günay regrette que la gauche n'ait pas, jusqu'ici, vu les choses de cette manière (*Sol meseleye böyle bakmiyor, ne yazık!*).

- Le même Günay et Karayalçın traitent tous deux du problème des Alevis avec beaucoup de considération pour eux. L'alévisme, autre courant de l'islam, est considéré par les uns (les religieux sunnites) comme hérétique, et par d'autres comme un gauchisme dangereux. Pour G. Çapoglu, il faut réaliser la démocratie dans le pays sans détruire l'Etat unitaire. "Les partis qui défendent le nationalisme ethnique et le séparatisme font du tort à la démocratie".

Certains contributeurs se font tout de même remarquer dans cette page par leur attachement indéfectible aux dogmes fondateurs. Ainsi Mümtaz Soysal, dont on connaît le nationalisme ombrageux et l'attachement à l'Etat-Nation (*Ulus-Devlet*), parle de revenir à la "philosophie des origines" et de promouvoir le "patriotisme" plutôt que l'ethnie. "Il faut, dit-il, redonner tout son poids au concept de "*vatandaslik*"; mais pour faire d'un "*vatandas*" un véritable patriote encore faut-il, ajoute-t-il, lui accorder tous ses droits. Et parmi ceux-ci le droit de parler sa langue et de créer ses institutions culturelles. En même temps l'Etat a le devoir de lui fournir la possibilité d'accéder à tous les niveaux de la société en lui assurant l'élément principal de cette ascension : la connaissance de la seule langue officielle et nationale, le turc".

On perçoit ici que la gauche kémaliste est elle-même divisée en deux courants : d'une part celui, avec Ecevit, qui souhaite réviser le concept de laïcité, tenter de l'élargir pour faire place à des attitudes diverses en matière de religion, mais qui reste ferme sur

l'Etat-nation. De l'autre celui qui veut, tout au contraire, conserver le laïcité dans son intégralité mais qui est prêt à céder quelque peu sur la place à accorder aux côtés du peuple turc, aux minorités diverses vivant dans le pays et notamment les Kurdes. D'autres mouvements de réflexion allant dans le même sens que celui de ces quelques *ataturkistes* ont également vu le jour au début des années quatre-vingt-dix. Ainsi le président Özal avait-il lui-même réuni, autour de quelques intellectuels, une sorte de cellule de réflexion sur des textes de la Constitution concernant les problèmes identitaires des minorités ethniques ou religieuses. Cette entreprise n'est pas allée très loin mais elle a eu un effet libérateur sur les esprits et les réflexions ce qui a donné naissance à des mouvements politiques plus organisés, tel le "Parti de la nouvelle démocratie". Se prévalant toujours d'Atatürk, ce parti voulait créer une sorte de IIe République plus adaptée aux temps modernes. Attaqué par la plus grande partie de la classe politique, droite et gauche confondues, il a sombré sous les sarcasmes et le mépris de ceux qui se plaisaient à l'appeler "la République numérotée" (*numarali Cumhuriyet*).

Un autre courant de pensée s'est également développé au début des années quatre-vingt-dix, c'est celui de l'"Anatolie mosaïque". Ce courant remonte loin dans l'histoire du pays, avant même la création de la République. Parmi les théoriciens qui travaillaient alors à établir les principes du futur Etat à bâtir, il y en eut un, le prince Sabahattin, qui présenta un projet tenant compte des diverses populations vivant sur le territoire anatolien. Ce projet donnait à chacun la possibilité de développer ses propres particularismes. Il a été rejeté à l'unanimité par tous les autres qui le jugèrent non seulement dangereux en un tel moment de l'histoire du pays, mais également irréalisable.

L'Etat-nation a été dès lors proclamé en même temps que la turcité de la République. Des Foyers Turcs (*Türk Ocaklari*) furent créés en même temps, qui étaient destinés à promouvoir et à véhiculer dans la population l'idéologie de l'Etat-nation turc. Les Foyers Turcs prirent en quelques années une coloration fortement raciste en même temps que fascisante. Il semble que Mustafa Kemal en ait été lui-même embarrassé au point de demander, en 1932, la dissolution de ces Foyers et la création à leur place même des Maisons du peuple (*Halk Evleri*) dans lesquelles place était faite à tout le peuple anatolien sans distinction aucune.

Les Maisons du peuple n'ont jamais eu l'impact que Mustafa Kemal souhaitait leur voir atteindre. Les Foyers Turcs, en revanche, n'ont jamais complètement disparu. Ils se sont concrétisés en parti politique dès que la Turquie a adopté le multipartisme. Ils ont ainsi formé le "Parti nationaliste" des Loups Gris du colonel Türkes. Celui-là même qui aujourd'hui encore joue, en référence au problème kurde, un rôle éminemment important malgré son score électoral assez réduit. Une autre idéologie soutient également ces Foyers Turcs, appelés aussi "Foyers de l'Idéal" (*Ülkü ocaklari*), c'est le courant de la *Synthèse turco-islamique*, qui espère voir unis dans un même mouvement - problématique - tous les peuples turcs et tous les peuples musulmans.

Le mouvement de l'Anatolie mosaïque est en quelque sorte une nouvelle tentative de réanimation de l'idéologie des Maisons du Peuple. Il a tenu un premier Congrès en 1992, suivi d'un livre publié sous le même titre dans lequel sont résumés les exposés des principaux intervenants - ainsi que de longs passages des débats qui ont suivi.

Le facteur le plus important à retenir de ces divers développements de pensée est la référence à l'islam qui y est faite. L'islam semble être, pour tous ces penseurs, le socle de valeurs sur lequel les diverses cultures anatoliennes peuvent et doivent s'épanouir.

L'islam serait non seulement l'élément unificateur par excellence, mais encore la référence majeure de l'identité de chacun.

A retenir toutefois que l'Islam dont parlent ces théoriciens de l'Anatolie mosaïque n'est pas celui que prône Erbakan et son ex-parti le Refah. Et encore moins celui des diverses sectes orthodoxes et dogmatiques qui foisonnent en Turquie à l'heure actuelle. Le terme qui caractériserait le mieux l'Islam dont ils rêvent est "l'humanisme", mot qui revient souvent sous leur plume. Ces théoriciens pointent essentiellement sur l'enseignement des jeunes, un enseignement ouvert à toutes les disciplines et à tous les courants de pensée de manière à former des individus doués de jugement, d'esprit critique, de sens du débat - des êtres libres et non plus des croyants "soumis et obéissants" suivant les critères de l'Islam fondamentaliste.

Qu'en est-il de l'Etat laïque dans un tel contexte? Reprenons ici la réponse que faisait le président Özal, à son retour de La Mecque, à un journaliste qui lui reprochait ce voyage : "L'Etat est laïque, disait-il, mais moi, je suis croyant".

Parallèlement au souci identitaire apparu chez certains groupes de citoyens, se développe dans le pays le *Milliyetçilik* ou l'idéologie nationaliste, largement nourrie en fait, par le nationalisme kurde. Cette idéologie qui, suivant certains auteurs, est restée pendant plusieurs décennies après la proclamation de la République, étrangère à l'Anatolie profonde, s'est fortement affirmée récemment, fondée sur deux concepts : l'Etat-nation tel que ce concept figure dans la Constitution - et la laïcité. A ces deux concepts est venu se joindre dans les années récentes un interdit devenu le critère absolu de l'appartenance à la patrie turque : le séparatisme. Signifiant en un premier temps l'indivisibilité du territoire de la patrie, ce mot semble s'acheminer vers une nouvelle signification : tout avantage accordé à quelque minorité que ce soit. Au nom de ce séparatisme - ambigu - de nombreux citoyens turcs vivent arrestations, jugements et emprisonnements continuels. Ainsi en est-il du célèbre romancier Yachar Kemal dont on connaît les démêlés innombrables avec la justice de son pays pour avoir dit ou écrit son opposition à la manière dont les autorités traitent le problème kurde. Dans une interview au quotidien *Milliyet* du 21/9/76, sous le titre : "J'ai confiance dans l'humanisme de la culture anatolienne", Yachar Kemal dit : "La Turquie ne se divisera pas, cela ne serait opportun ni pour le peuple turc ni pour le peuple kurde. Je suis convaincu que les peuples turc et kurde doivent et peuvent vivre ensemble... Penser différemment me semble une grosse erreur". Et plus loin dans cette interview, Yachar Kemal s'élève contre les conceptions "désuètes" de racisme et de nationalisme et plaide pour une culture humaniste, ouverte à tous, aux particularismes régionaux ou ethniques. Il plaide également pour la langue turque qu'il aime passionnément et à laquelle, dit-il, il se dit fier d'avoir apporté une nouvelle manière de conter.

Tanil Bora, dans son livre sur le nationalisme<sup>4</sup>, remarque que cette idéologie, bien que centrée sur deux principes, est abordée de façon différenciée suivant les partis politiques ou courants d'idées. Il distingue ainsi au moins neuf attitudes diversifiées : celle des ataturkistes, de la gauche, des extrémistes du racisme turc, des diverses droites, des fanatiques de la modernisation et enfin des islamistes. Ceux-ci font abstraction de tout nationalisme en faveur de l'*umma*, l'union de tous les musulmans, par delà les frontières et la diversité des peuples musulmans. Cependant on entend souvent des islamistes convaincus assurer que l'*umma* ne peut être créée et assurée dans la durée que si l'on confie cette tâche sacrée aux Turcs.

Dans la longue énumération faite par T. Bora, un mouvement de pensée nous a semblé original et intéressant à retenir. C'est celui que Bora appelle : le nationalisme d'une

Turquie traditionnelle-libérale (*gelenekçi-liberal Türkiye milliyetçiliği*) et, avec une pointe d'ironie : les nostalgiques du nationalisme ottoman. Bora le décrit plus comme un courant d'idées que comme un courant politique. Ses idéologues publient une revue intitulée *Türkiye Günlüğü*, le Quotidien de Turquie. Pionniers de la "Turquie profonde" (*Derin Türkiye*), mal connue, mal estimée, mal aimée d'après eux, ils y découvrent un ensemble de valeurs humanistes qui ne sont autres que celles, disent-ils, que l'Occident prêche aujourd'hui au nom des droits de l'homme. Ces valeurs ont marqué les populations anatoliennes pendant des siècles et c'est sur elles que la modernisation doit être fondée plutôt que sur les principes rationnels, positivistes imposés par la République.

Convaincus que l'on ne peut fonder une société harmonieuse, unifiée sur l'idéologie ethniciste, ces intellectuels prônent donc un patriotisme anatolien bâti sur un retour à l'"islam des origines" qui soutiendrait, revivifierait ces profondes valeurs populaires : une "mémoire historique"; un instinct acquis dans l'Empire de savoir vivre ensemble et divers, tous différents et tous ensemble; une tolérance accordée à chacun; un type particulier de mysticisme propre au terroir anatolien.

Ce "*vatandaslık*", cette citoyenneté de type ottoman diluerait les diverses identités présentes en Anatolie dans un libéralisme généreusement ouvert à tous : le terme de "générosité" revient souvent sous la plume de ces théoriciens. Le mot turc qu'ils lui associent - *çelebice* - ajoute à cette générosité des qualités de "noblesse" ou de "courtoisie" (dans le sens médiéval du terme).

Bora estime que ce courant, aussi idéaliste soit-il, peut avoir un effet positif sur des mouvements politiques aussi bien de droite que de gauche.

---

## NOTES

1. CHP : Cumhuriyet Halk partisi : Parti républicain du peuple.
2. DSP : Demokratik-Sol Parti : Parti démocratique de gauche.
3. PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan.
4. Bora (Tanil), *Milliyetçiliğin kara baharı*, Istanbul, Birikim yayinlari, 1995, 318 p. (Le printemps noir du nationalisme).